



# Pont-Aven

Maitre d'ouvrage :  
Commune de Pont-Aven (29)

**2025-04**

**Espace de santé**

**Aménagement d'un logement au R+2**

11 Rue des Abbés Tanguy  
29930 - PONT-AVEN

**Règlement de consultation (RC)**

Remise des offres le **Jeudi 7 Août 2025 à 12h**

## Règlement de la consultation

### 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'aménagement d'un logement au R+2 de l'espace de santé situé au 11 rue des Abbés Tanguy sur la commune de Pont-Aven (29).

Catégorie de marché : Travaux

### 2. IDENTIFIANT

#### 2.1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Mairie de PONT-AVEN  
29, rue Louis Lomenech  
29930 PONT-AVEN  
Tel : 02.98.06.00.35  
[mairie@pont-aven.fr](mailto:mairie@pont-aven.fr)

#### 2.2 - MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Atelier JT Gossart & caetera  
3, rue de la terre noire  
29000 Quimper  
[atelier@aecetera.fr](mailto:atelier@aecetera.fr)

### 3. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée conformément aux dispositions du code de la commande publique, notamment son article L. 2123-1.

Marché à procédure adaptée

#### 3.1 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les travaux sont répartis en 6 lots désignés ci-après :

Lot	Désignation
01	MENUISERIE INTERIEURES BOIS
02	CLOISONS SECHES
03	REVETEMENTS DE SOL
04	PEINTURE
05	ELECTRICITE
06	PLOMBERIE

#### 3.2 - CONDITION DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre présentée par une seule entreprise ou par un groupement doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également préciser les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

**Règlement de la consultation**

#### **4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

##### **4.1 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

##### **4.2 - DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION**

Les délais de préparation et d'exécution des travaux sont fixés dans le planning général repris à l'acte d'engagement.  
**L'entrepreneur peut dans le cadre de l'acte d'engagement proposer des délais plus courts.**

Le début des travaux est programmé dès Mars 2025, à l'issue de la période de préparation de chantier (Février 2022).

##### **4.3 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE**

Un coordonnateur pour la sécurité et la protection de la santé (SPS) a été désigné :

**LE FUR Clément**  
**5 rue Stang Raden**  
**29900 CONCARNEAU**  
**T: 07.82.11.25.01**  
**M : [plan.csp@gmail.com](mailto:plan.csp@gmail.com)**

Un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est établi.

##### **4.4 - CONTROLE TECHNIQUE**

Un bureau de contrôle technique a été désigné :

**APAVE**  
**12 Allée Claude Derwenn**  
**CS 6300- 29200 BREST**  
**Anthony BRAS**  
**T : 06 21 40 84 42**  
**M : [anthony.bras@apave.com](mailto:anthony.bras@apave.com)**

Un rapport initial de contrôle technique est établi.

##### **4.5 - COMPLEMENT A APPORTER AU DOSSIER**

Aucune modification ne sera apportée par les candidats au CCAP et aux CCTP (commun et de chaque lot).

##### **4.6 - LES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

Les prestations supplémentaires sont demandées par lot et doivent automatiquement faire l'objet d'un chiffrage par le candidat. Elles seront retenues ou non par le pouvoir adjudicateur.

##### **4.7 - VARIANTES**

Le candidat doit répondre automatiquement à l'offre de base conformément au dossier de consultation.

Les variantes sont autorisées, facultatives et doivent être clairement précisées et définies. Elles sont intitulées « solution variante » et doivent être accompagnées :

- D'un dispositif (technique, visuel) des prescriptions de substitution,
- D'un estimatif en plus ou moins-values,
- D'un document indiquant les incidences sur les prestations du marché.

##### **4.8 - MODE DE REGLEMENT**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception chez le maître d'œuvre de la pièce de dépense.

##### **4.9 - CAUTIONNEMENT – RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

**Règlement de la consultation**

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G., elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle l'entrepreneur titulaire ou le mandataire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. La garantie ou caution est fournie par le mandataire pour le montant total du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

**4.10 - AVANCE**

Une avance peut être versée dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-7 du code de la commande publique, sauf stipulations contraires mentionnées à l'acte d'engagement.

Le versement de cette avance est subordonné à la constitution préalable d'une garantie à première demande garantissant le remboursement de la totalité de l'avance. Cette garantie à première demande ne peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

**5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Ce présent Règlement de Consultation ;
- Acte d'Engagement (A.E.) ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières commun et spécifique à chaque lot ;
- Règlement de consultation ;
- DPGF ;
- Planning ;
- Pièces générales liées au chantier ;
- RICT et additif,
- PGC,
- Plans généraux et plans de détail :
- Plans d'architecte (plan de masse – façades, plan de RDC, plan de R+1 et combles, coupes, élévations, plan de démolition, plan de détails, plan de sol – mur – plafond, carnets de détail et d'aménagement),
- Plans techniques (électricité, plomberie – chauffage – ventilation, structure) ;
- Questions / Réponses et échanges pendant la consultation.

le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, sur le profil acheteur Mégalis Bretagne via l'adresse suivante : <https://www.e-megalisbretagne.org>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 7 (sept) jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## Règlement de la consultation

### 6. PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés et chiffrées en euros.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le dossier à remettre par les candidats sera constitué d'une enveloppe contenant les documents suivants :

#### a) Pièces relatives à la candidature :

Les renseignements prévus aux articles R. 2142-3, R. 2142-4, R.2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du code :

- La déclaration sur l'honneur du candidat qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés au code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner (mention figurant dans formulaire DC5)
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

La lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1)

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-3, R. 2142-4, R.2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du code de la commande publique :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique (DC 1 ou forme libre);
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail (DC 1 ou forme libre).

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC 2 ou forme libre);
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique:

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### b) Pièces relatives à l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (A.E.) par lot daté, paraphé et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) à accepter, paraphé et signer sans modification.

## Règlement de la consultation

- Le cahier des clauses techniques particulières commun et spécifique au lot à accepter, paraphé et signer sans modification.
- Le DPGF dûment accepté, paraphé et signé.
- Le planning du marché signé
- Le mémoire technique

**Les documents ci-dessus sont obligatoires et en cas d'absence d'un de ces documents dans le dossier de candidature, le dit dossier pourra être écarté pour offre irrégulière.**

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière fiscale et sociale ainsi que les pièces prévues aux articles R324 du Code du Travail.

Ce délai commencera à courir à compter de la date d'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur.

## 7. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

L'ouverture des plis n'est pas publique.

L'analyse permettra d'éliminer les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables.

A tout moment, la procédure peut être déclarée infructueuse pour des motifs d'intérêt général.

### 7.1 - LES CRITERES DE JUGEMENTS DES OFFRES

Les critères relatifs à la candidature sont :

- **Garanties et capacités techniques**
- **Garanties et capacités financières**

Les critères de jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **la valeur financière de l'offre : 40 %**
- **la valeur technique de l'offre : 50 %**
  - o **Méthodologie d'organisation du chantier : (25%)**  
*Préparation de chantier, prise en compte de la typologie du chantier en site occupé, méthodologie de mise en œuvre, organisation inter-entreprises, contrôle qualité...*
  - o **Moyens humains et techniques alloués au projet afin d'assurer le respect du calendrier, équipe dédiée au chantier : (15%)**
  - o **Qualité des produits et matériaux proposés au regard des fiches techniques fournies : (10%)**
- **la valeur environnementale de l'offre : 10 %**
  - o **Performances en matières de protection de l'environnement**
    - *Pertinence des mesures relatives à la qualité environnementale du chantier et à la mise en place de mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité (gestion de la sécurité de chantier, gestion de déchets, réduction des nuisances au riverains (bruit, poussière, logistique..)*

Le pouvoir adjudicateur portera son choix sur l'offre qu'elle jugera économiquement la plus avantageuse au vu de ces critères de sélection.

L'échelle de notation de la valeur technique est définie selon le barème suivant (notes arrondies au centième) :

- Absence d'indication : 0 % des points,
- Insuffisant : 25 % des points,
- Convenable : 50 % des points,
- Satisfaisant : 75 % des points,
- Très satisfaisant : 100 % des points.

La note affectée pour le critère « prix des prestations » sera attribuée en application de la formule suivante :

- Note attribuée sur 50 =  $50 \times (P1/P)$   
*P1 correspond à l'offre régulière la moins élevée et P à l'offre analysée.*

### 7.2 - NEGOCIATION/MISE AU POINT

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une phase de négociation/mise au point à l'issue de la remise des offres.

**Règlement de la consultation**

**8. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Préalablement à la remise des offres une visite du site accompagnée est possible sur rendez-vous.

**Visite du site :**

**Prise de rendez-vous pour la visite facultative par mail à :  
**service.technique@pont-aven.fr****

Les candidats doivent transmettre leur offre par voie électronique dans les conditions prévues à aux articles L. 2132-2, R. 2132-2 à R. 2132-11, R. 2132-13, R. 2132-14, R. 2162-35 et R. 2162-36 du code de la commande publique.

Les offres devront être remises avant le **Jeudi 7 Août 2025 à 12h**. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.

**TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE**

Les offres sont à déposer sur la plateforme <https://www.e-megalisbretagne.org>. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : pdf, word, suite libre office.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat. Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats/>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis.

**9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.e-megalisbretagne.org>